

Le crédit, c'est le carburant du spéculateur ; et à la pompe, il y a le banquier

A gauche, on risque d'apparaître très velléitaire, de donner le sentiment de tourner autour du pot et de ne pas appeler un chat un chat, si l'on s'en tient à une dénonciation abstraite des marchés financiers. On ne peut dénoncer les pouvoirs exorbitants et la malfaisance de la finance, sans évoquer le rôle des banques. Ce sont ces dernières, appuyées par les multinationales et les gouvernements des grands pays capitalistes qui au début des années quatre-vingts lui ont permis de prendre son envol. Pour l'économiste Michel Aglietta, « *la crise qui a éclaté en 2007 est d'une ampleur exceptionnelle, dans la mesure même où le crédit a atteint des niveaux jamais égalés auparavant* » (1). Or, le crédit c'est le pain quotidien des banques, leur fonction première. Patrick Artus et Jean-Paul Betbèze (2) évoquent, eux, « *l'excès de liquidité* », ce que des

économistes marxistes comme Denis Durand ou Paul Boccarda qualifieraient de « *suraccumulation de capitaux* » financiers, pour expliquer la crise. Trop de capitaux d'un côté, trop d'exploitation du travail, de l'autre : forcément, cela devait coïncider à un moment donné. Mais qui a fourni ces liquidités, sinon les banques ? Sans elles et leur capacité à prêter, la spéculation serait impossible. Le crédit, c'est le carburant du spéculateur, et à la pompe, il y a le banquier. En Europe, il est ainsi impossible de s'attaquer au pouvoir des marchés financiers sans remettre en cause le rôle de la banque des banques, la Banque centrale européenne. Tout a été fait dans les traités pour que la BCE soit mise à leur service. Ses statuts lui imposent de lutter contre l'inflation, mais pas contre le chômage, tout simplement parce que la finance craint la hausse des prix qui dévalorise ses actifs alors qu'elle raffole des plans sociaux. La politique

d'euro fort qu'elle conduit depuis des années vise à rabattre les capitaux du monde entier vers les bourses européennes par la promesse de rendements élevés.

Dans la crise, la BCE a dû passer outre certains de ses dogmes, mais il faut aller bien au-delà si l'on veut qu'elle contribue à dégonfler les soufflets financiers. En tant que banquière des banquiers, elle peut jouer un rôle considérable en permettant une réorientation du crédit favorable à l'emploi, au développement des hommes et des services publics. Les mesures de taxation de la finance, si utiles soient-elles, ne seront ainsi jamais aussi efficaces qu'une transformation radicale de la Banque centrale européenne.

(1) *La Crise. Les Voies de sortie*. Éditions Michalon, mai 2010.

(2) *De la crise des subprimes à la crise mondiale*. La Documentation française, janvier 2010.